

paysans de la région, y sont accueillis. Les sessions s'étalent sur trois ans. Cours, travaux dans les champs et soins des animaux alternent avec les stages de mise en pratique à la *granja* (petite ferme familiale). Les frais de formation se paient en nature : 1 tonne de maïs par an. « *Mes parents vivent modestement, commente Maria, 13 ans. Mais 1 000 kilos, ça va, ils ont pu faire l'effort.* » Marian, élève en fin de parcours, annonce, lui, fièrement : « *A Pirapey, j'ai appris l'agro-écologie. Et j'ai déjà réalisé un potager avec mon père en utilisant les engrais organiques* ». José, 16 ans, sent naître une vocation d'éleveur. « *A la ferme, nos vaches donnent peu de lait. Avec mon nouveau savoir-faire, je dois pouvoir améliorer le rendement. Demain, j'espère que mon vieux m'aidera à acquérir mes premières bêtes.* » Avant même de s'installer, les jeunes paysans, agents de développement en herbe, contribuent, selon l'ambition du lieu, à l'évolution des mentalités.

Mentalité nouvelle

Plus loin, dans un studio équipé, quelques jeunes stagiaires se relaient au micro d'une radio locale. Entre deux plages musicales, évocation de la dernière foire où furent commercialisés avec succès les légumes du cru. « *Hier, glisse Carlos Ortiz, les paysans n'osaient pas sortir de chez eux. Aujourd'hui, de plus en plus, ils bravent les intermédiaires, se groupent et approvisionnent directement les villes d'Encarnacion ou de Ciudad del Este.* » Les garants du statu quo, les puissants caciques locaux n'apprécient guère, qu'importe ! L'originale expérience de préparation au métier se poursuit depuis plus de douze ans.

Pour gagner en crédibilité, la promiseuse initiative doit encore essayer. Car sur les cinq millions de Paraguayens, 48 % continuent de vivre dans les zones rurales, dont beaucoup sont moins favorisées que la région bien dotée de l'Orient. Par ailleurs, en l'absence de réforme agraire, la légion des sans-terre - plusieurs dizaines de milliers de familles - grossit chaque année. ■

Yves Hardy

Cameroun : l'école, pépinière agricole

Dans des villages du sud du Cameroun, des écoles d'un nouveau genre s'installent : un tiers sur les bancs, deux tiers dans les champs. Les résultats se mesurent au rendement en légumes.



« **J'**ai récolté environ 30 kg de tomates sur 10 m². La vente m'a rapporté 20.000 francs CFA. Grâce à cet argent, j'ai acheté un arrosoir et des vêtements et j'ai offert le reste de cet argent à mes parents », lance Mvogo Justin, 16 ans. Cet élève de la toute première promotion de l'École familiale agricole (EFA) du village Eyen Meyong, à 120 km de Yaoundé (Cameroun), est très fier de ses résultats. A la fin de cette année, il passera devant un jury composé de ses formateurs pour exposer le résultat de ses expériences agricoles. Biloa Henri, 18 ans, est de la même cuvée. Mais, il a choisi la cul-

ture du piment, un produit très demandé sur les marchés locaux. A quelques mois de la fin de sa formation, il pense déjà à son avenir : « *Si je réussis à trouver un terrain, je vais rester au village et y mettre en pratique tout ce que j'ai appris à l'école.* »

Du côté des parents, on est tout aussi heureux de constater que les choses marchent. Ngonu Lydie, cultivatrice et parent d'élève, raconte avec beaucoup d'émotion le miracle opéré par cette formation sur son rejeton : « *Mon enfant a beaucoup changé. Il était devenu délinquant et ne voulait plus aller à l'école. Mais depuis qu'il est entré à l'école familiale, il m'accompagne au champ sans se faire prier, ce qu'il ne faisait pas auparavant.* »

Le succès de ce centre vient de l'originalité de son programme de formation : un tiers du temps sur les bancs, deux tiers dans les champs.

« *Nous recevons des jeunes ici à l'école pour une semaine de cours théoriques et de travaux pratiques* », Jean Bella, un technicien supérieur

d'agriculture qui s'occupe du volet technique de la formation. « *Je les forme en agriculture, notamment à la production des cultures maraîchères, des cultures vivrières et des cultures pérennes. J'enseigne aussi l'élevage et la pêche, ajoute-t-il. Ensuite, les élèves vont pour deux semaines dans leurs villages respectifs pour s'exercer sur des parcelles familiales. Durant ce séjour, les encadreurs leur rendent régulièrement des visites de suivi.* »

En retournant ainsi en famille, ces jeunes dont l'âge varie de 11 à 17 ans ont l'occasion de partager leurs connaissances avec leurs parents, ce qui permet à ces derniers d'améliorer aussi leurs méthodes agricoles. C'est ce système d'enseignement par alternance entre le domicile familial et l'école qui fait le succès de l'EFA.

Créé en 1996, l'EFA est une œuvre sociale de l'Eglise catholique qui est progressivement en train de mettre sur pied un réseau d'institutions scolaires dans certaines zones rurales du pays.

Les élèves payent 65 000 francs CFA de frais de scolarité, ce qui leur donne droit à être logés en internat, nourris et habillés. En outre, les manuels scolaires sont gratuits ; seuls les cahiers et les outils de travail sont à la charge des parents. Les parents veillent au grain. L'école d'Eyen Meyong est gérée par une association composée de paysans et de l'élite locale. ■

Agence Syfia, *Théodore Tsapi*

800 écoles familiales agricoles dans le monde

La première école familiale agricole a vu le jour en 1937 en France à l'initiative d'un groupe d'agriculteurs, du curé de la paroisse et d'un technicien agricole local. Elle répondait au souci d'agriculteurs de condition modeste de donner une culture de base à leurs enfants en alternant enseignement théoriques et stages dans les champs. Il existe aujourd'hui plus de 800 de ces écoles dans le monde dont une centaine en Afrique.

Source : SPORE, n°76, août 1998
Contact : Jean-Paul Onomo-Métala,
Monaté, Cameroun. Tél. : (237) 37.04.05.

France : écologie à l'école agricole



Georges Chatain

Les 215 lycées agricoles sont branchés sur leur région.

Très prisé, l'enseignement agricole en France commence à se préoccuper de développement durable.

Depuis une décennie, l'enseignement agricole en France connaît un engouement croissant. Alors que le nombre d'agriculteurs continue à diminuer, les effectifs des établissements scolaires ne cessent de croître. A la rentrée de septembre 1998, ils étaient de près de 180 000 élèves, en augmentation de 20 % sur dix ans.

Ce paradoxe tient, pour l'essentiel, à deux particularités de l'enseignement agricole en France. Son autonomie d'abord : il est indépendant de l'énorme structure qu'est en France l'Education Nationale - « le Mammouth », selon l'expression controversée du ministre Claude Allègre. Il est sous la tutelle du ministère de l'Agriculture. L'enseignement privé, confessionnel ou issu des organisations agricoles, y est dominant, 105 000 élèves, contre 72 000 pour le public (toujours à la rentrée 1998). Dans l'ensemble, l'indépendance donne à cet enseignement moins de rigidité pédagogique, le rend plus innovant dans ses méthodes. Ainsi apparaît-il comme un recours contre l'échec scolaire dans l'enseignement classique.

Autre particularité, son enracinement dans la réalité professionnelle agricole. La formation est généralement préparée en alternant des périodes à l'école (Maisons familiales rurales dans le privé, CFPPA - centre de formation professionnelle pour l'agriculture dans le public) et sur une exploitation. Les 215 lycées agricoles français (un ou deux, quelquefois plus, par département) sont très branchés sur les caractéristiques de leur région. Exemples : le lait et la viande en Bretagne, la viticulture en Gironde ou dans l'Hérault, la forêt et l'horticulture en Corrèze... Ce qui leur donne un recrutement national, en fonction de la spécialité choisie.

Il faut également souligner l'intérêt nouveau, et somme toute innovant par rapport à l'état actuel des pratiques professionnelles, pour ce que l'on appelle désormais l'agriculture durable : méthodes biologiques, qualité des produits, économie des intrants (engrais, pesticides, fongicides, etc.), retour aux races rustiques dans leur terroir d'origine, etc. Plusieurs dizaines de lycées agricoles ont ouvert ces dernières années des formations spécialisées.

Enfin l'enseignement agricole a son propre enseignement supérieur : 23 écoles publiques, 7 privées qui accueillent plus de 11 000 étudiants, pour des formations d'ingénieurs agronomes, agro-alimentaires, vétérinaires. Il offre aussi des spécialisations théoriques en troisième cycle et formations doctorales.

Georges Chatain